

<b>Zeitschrift:</b>	Serie Ares : histoire militaire = Militärgeschichte
<b>Herausgeber:</b>	Association suisse d'histoire et de sciences militaires
<b>Band:</b>	5 (2021)
<b>Artikel:</b>	La guerre du service de renseignements français en Suisse (1914-1918)
<b>Autor:</b>	Lahaie, Olivier
<b>DOI:</b>	<a href="https://doi.org/10.5169/seals-1043673">https://doi.org/10.5169/seals-1043673</a>

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.12.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Olivier Lahaie

**La guerre du service de  
renseignements français en Suisse  
(1914-1918)**

*Im August 1914 wurde der französische Nachrichtendienst durch den plötzlichen Ausbruch der Kampfhandlungen überrascht. Allerdings war die Schweiz schon seit langem unter der aufmerksamen Beobachtung des 2. Aufklärungsbüros des Generalstabs der Armee (EMA) gewesen, der sich über die Marschroute der deutschen Armee im Fall eines Kriegs mit Frankreich Gedanken machte. Die ideal zwischen den kriegsführenden Parteien gelegene, neutrale Schweiz wurde auf Anhieb ein bevorzugter Beobachtungsstandort, von dem aus man sich ohne zu grosse Risiken Informationen über den Gegner beschaffen konnte. Sie wurde zugleich eine unentbehrliche logistische Zwischenstation für die Spione, die sich auf den Weg nach Deutschland oder Österreich-Ungarn machten.*

*Der französische Nachrichtendienst stützte sich auch auf eine ihm eigene räumliche Verankerung. Das Aufklärungszentrum in Basel überwachte Süddeutschland. Dasjenige in Genf organisierte Sabotageaktionen in Deutschland und beherbergte, seit Ende 1914, ein Fälschungsatelier, das auf Kopien deutscher Passierscheine spezialisiert war. Der Posten in Belfort unter Hauptmann (später Major) Louis Andlauer zog Erkundigen über Süddeutschland ein und prüfte die kodierten Informationen, welche die Elsass-Lothringer, die in die deutsche Armee aufgeboten worden waren, übermittelten. Die Stelle in Annemasse führte in Genf Untersuchungen zur Gegenspionage, überwachte französische Deserteure, die sich auf Urlaub in der Schweiz befanden, befragte Flüchtlinge, schuf eine Außenstelle in Divonne-les-Bains, arbeitete mit dem Sonderkommissar von Bellegarde zusammen und mit den Aufklärungsposten in Évian-les-Bains und Pontarlier (die letzte Stadt, in der auch eine Kommission zur Postkontrolle tätig war).*

Traiter d'un tel sujet est un véritable défi, tant les axes d'approche sont nombreux et les affaires à relater foisonnantes. De manière à rester dans les limites acceptables, cette communication se bornera à expliquer ce que furent l'action des réseaux dédiés au recueil de renseignements militaires et celle des services de contre-espionnage sur ce théâtre, puis à évaluer leur efficacité respective. Conséquemment, pour tous les autres aspects de la guerre secrète auxquels le Service de renseignements (SR) a été mêlé – propagande de guerre, contacts diplomatiques officieux entre Puissances belligérantes, ou encore recherche d'informations à caractère exclusivement économique – nous recommandons la lecture de notre livre, *La guerre secrète en Suisse (1914-1918); espionnage, propagande et influence en pays neutre pendant la Grande Guerre*<sup>101</sup>.

## Le service de renseignements français en Suisse (1914-1918)

En août 1914, le SR français est pris de court par l'éclatement soudain des hostilités. Pour autant, la Suisse était depuis longtemps sous l'observation des deux camps.

vation attentive du 2<sup>e</sup> bureau/renseignement de l'État-major de l'Armée (EMA) qui s'interrogeait sur le cheminement qu'emprunterait l'armée allemande en cas de guerre contre la France<sup>102</sup>.

Idéalement située entre les belligérants, la Suisse neutre devient d'emblée un observatoire privilégié d'où l'on pourra se documenter sans trop de risque sur l'adversaire<sup>103</sup>. Elle devient également un relais logistique indispensable pour les espions en partance pour l'Allemagne ou l'Autriche-Hongrie.

Le plus à même de réagir à la situation nouvelle est le colonel Gaston Pageot, attaché militaire à Berne. En poste depuis 1913, il s'était appliqué à ficher tous les membres de l'État-major Général selon leur degré supposé de germanophilie<sup>104</sup>. Or, avec l'invasion de la Belgique, cet officier se retrouve «en première ligne» pour transmettre à Paris des informations sur l'Allemagne. Pageot loue un bâtiment pour se consacrer plus discrètement à la pratique du renseignement. Il profite de la francophilie de nombreux Romands pour recueillir leurs confidences et enrôler des candidats-espions. Notons d'ailleurs que pendant tout le conflit, le SR français bénéficiera de nombreuses complicités bénévoles, y compris dans l'armée fédérale ou les polices des cantons francophones. Pageot expédie chaque jour des rapports très documentés au 2<sup>e</sup> bureau. Chaque fois que le besoin s'en fait sentir, il fournit un appui aux agents en provenance de France. Il contrôle également les passeports des Suisses désireux de franchir la frontière, mène des enquêtes de contre-espionnage, aide à la diffusion de la propagande patriotique française qu'il commence à recevoir...<sup>105</sup>.

Heureusement, l'attaché n'est pas seul face à la lourdeur de la tâche : le capitaine (ex-commissaire spécial de la Sûreté Générale (SG) du ministère de l'Intérieur) Jean-Alfred Desvernine le seconde pour tout ce qui a trait au contre-espionnage ;<sup>106</sup> le capitaine Raspail organise quant à lui des sabotages ferroviaires en Allemagne. En outre, Pageot dépêche à Lausanne le capitaine Riou (un ancien policier de la SG) pour enquêter sur des Suisses suspects.

Certaines initiatives individuelles servent également Pageot. C'est un certain Charles Fabiani, un franc-maçon fortuné, qui implante un service d'information dans l'Hôtel «Beau-Rivage» d'Ouchy<sup>107</sup>. C'est également Paul Esmiol, un expatrié polyglotte, qui se place volontairement sous les ordres de Desvernine pour pratiquer le contre-espionnage à Genève, puis à Zurich...<sup>108</sup>.

Le SR français s'appuie aussi sur une implantation spatiale qui lui est propre. Le centre de renseignements de Bâle surveille l'Allemagne du Sud. Celui de Genève organise des sabotages en Allemagne et abritera, dès la fin 1914, un atelier de faussaires spécialisés dans les copies de laissez-passer allemands. Le poste de Belfort du capitaine (puis commandant) Louis Andlauer renseigne sur l'Allemagne du Sud et collationne les informations codées, postées par les Alsaciens-lorrains enrôlés dans l'armée alle-

mande<sup>109</sup>. Le poste d'Annemasse mène des enquêtes de contre-espionnage à Genève, surveille les déserteurs français en villégiature en Suisse, interroge les réfugiés, crée une antenne à Divonne-les-Bains, collabore avec le commissaire spécial de Bellegarde et avec les centres de renseignements d'Évian-les-Bains et de Pontarlier (dernière ville où fonctionne également une commission de contrôle postal) <sup>110</sup>.

À l'automne 1914, on réalise que la guerre ne sera pas telle qu'on l'avait rêvée, c'est-à-dire courte, ce qui engendre divers problèmes pour le SR. À la conférence secrète de Furnes (novembre), l'*« Intelligence Service »* préfère concentrer son action sur la Belgique et la Hollande et laisse le SR français libre d'agir en Suisse. Or, ses effectifs y sont encore insignifiants, surtout si on les compare à ceux de son homologue allemand<sup>111</sup>. Enfin, la surveillance de la frontière entre la Suisse et la partie allemande de l'Alsace s'accroît, ce qui rend périlleuse la pénétration dans le Reichsland. Heureusement, le personnel diplomatique français en poste en Suisse – personnel qui rechignait jusqu'à présent à se mêler d'affaires d'espionnage – apporte désormais un soutien concret aux agents en mission.

L'année 1915 voit le rôle de Pageot se renforcer, puisqu'il collabore avec Belfort pour le recueil de renseignements et avec Annemasse pour le contre-espionnage (à noter que ce dernier poste s'occupe aussi de renseigner le 2<sup>e</sup> bureau sur l'armée allemande). De son côté, Andlauer implante une annexe à Réchézy qu'il confie au docteur Pierre Bucher, Alsacien tout comme lui. Bucher recrute des intellectuels germanophones qui devront lire la presse ennemie et neutre, mais aussi interroger prisonniers de guerre et déserteurs afin de réaliser des synthèses de renseignements<sup>112</sup>. Les espions qu'Andlauer envoie en Allemagne sont majoritairement alsaciens ; ils apportent leurs renseignements chez des « boîtes à lettres » en Suisse qui les expédient ensuite à Belfort<sup>113</sup>. Le fait que, dans ce pays neutre, la peine de mort n'existe pas pour « crime d'espionnage » permet aux réseaux de prendre leurs aises<sup>114</sup>. L'imprimerie clandestine qui, à Genève, fabrique des faux papiers tourne à plein rendement, ce qui n'empêche d'ailleurs pas un intense trafic de vrais documents, ces derniers permettant aux agents de franchir les frontières en tous sens... <sup>115</sup>.

En février 1915, un « Bureau de Renseignements et d'Étude de la Presse Étrangère » (BREPE) est créé au sein du 2<sup>e</sup> bureau de l'EMA. Sa mission sera de décortiquer 300 journaux et de diffuser sa première synthèse de renseignements au mois de juin.<sup>116</sup>

Le 28 mai, le capitaine (puis commandant) Georges Ladoux, en charge du contre-espionnage à Paris, crée la « Section de Centralisation des Renseignements » (SCR) avec l'aval du nouveau ministre de la Guerre Alexandre Millerand. Nommé président adjoint de la Commission de Contrôle Télégraphique de Paris début août 1914, Ladoux était obsédé par les ravages que l'espionnage allemand pourrait provoquer en France<sup>117</sup>.

Dix mois plus tard, son double objectif est de coordonner l'action des différents services qui s'occupent du contre-espionnage – qu'ils relèvent du ministère de la Guerre, du Grand Quartier Général (GQG) ou de la SG<sup>118</sup> – mais aussi de développer le contre-espionnage « offensif », c'est-à-dire l'infiltration des réseaux ennemis agissant contre la France (ou ses alliés) depuis les pays neutres. Or, cette création va accroître l'effectif des contre-espions français en Suisse ; certains s'y introduisent en traversant le Léman, d'autres par la ligne « Paris-Berne » ou « La Haye-Berne », toujours munis de faux papiers...

En juin, le commandant Louis Gourguen prend le commandement d'Annemasse ; cet officier brillant va jouer un rôle majeur dans la montée en puissance de ce poste, ce dernier devenant à l'automne un « Bureau de Centralisation des Renseignements » (BCR) dépendant de la SCR.

Enfin, en décembre 1915 est créé le 5<sup>e</sup> bureau de l'EMA, dit « *d'information et de propagande* ». On y rattache la SCR de Ladoux et le BREPE, et on y crée un « Bureau de renseignement interallié » (BI) et un « Service de propagande aérienne » (SPA) où travaillera notamment le fameux caricaturiste alsacien Jean-Jacques Waltz, dit *Hansi*<sup>119</sup>.

Fin 1915, on peut considérer que le renseignement français en Suisse a comblé son retard sur son homologue allemand. Le nombre d'agents s'y est accru de manière significative et, en moins de 24h00, Paris est informé de ce qui se trame dans le Reich... Ladoux devient si entreprenant qu'il fait cambrioler la villa de Gisbert von Romberg, l'ambassadeur allemand à Berne<sup>120</sup>. Pour autant, le SR français subit aussi des revers. Durant l'été 1915, le « Bureau 7 » suisse (contre-espionnage) a démantelé deux réseaux à Lausanne. Autre difficulté, à l'automne puis une seconde fois à la fin de l'année, la censure de presse a été renforcée en Allemagne<sup>121</sup>.

L'année 1916 se caractérise par une réorganisation des services de renseignements français. C'est d'abord Ladoux qui implante des BCR aux frontières, tous reliés par câble et téléphone au siège parisien de la SCR. Le 22 janvier, une note des 2<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> bureaux de l'EMA répartit des zones de responsabilité en matière de contre-espionnage ; c'est ainsi que le Bureau interallié et la SCR se chargent des pays neutres (Suisse, Hollande, Espagne)<sup>122</sup>. En mars, c'est l'ouverture d'un consulat à Berne ; pour tout ce qui a trait au renseignement, son personnel travaille en lien avec l'attaché militaire, le commissaire de la Sûreté d'Évian et avec le poste d'Annemasse (par téléphone). Sur la frontière franco-suisse, deux postes de renseignements sont installés afin d'espionner un camp d'internés allemands, malades et blessés, situé près de Lucerne.

Au mois d'avril, le 2<sup>e</sup> bureau du GQG émet une note qui distribue les missions entre les postes de Belfort et d'Annemasse. En mai et juin, c'est la SCR qui rédige deux notes traitant successivement de l'organisation de l'espionnage et du contre-espionnage en Suisse. Cet effort de rationalisation

se poursuit par des ajustements ponctuels. En juin, Desvernine est muté de Berne à Annemasse – dont le nombre d'enquêtes, liées au contre-espionnage, explose – tandis qu'à l'été l'effectif du poste de Belfort est renforcé. Andlauer peut se permettre d'ouvrir une école de formation d'espions à Pontarlier.

L'automne sera caractérisé par une montée en puissance de Belfort, et surtout de son antenne de Réchézy qui interroge les déserteurs alsaciens, traduit les documents capturés et coopère avec le SPA pour orienter ses productions propagandistes.

Fabiani étend son réseau d'informateurs dans les grands palaces de Lausanne, Berne, Genève, Montreux et Zurich<sup>123</sup>. Le lieutenant Mugeot – un comte fantasque qui considère la guerre secrète comme un jeu – implante un réseau à Thonon-les-Bains, achète une horlogerie en Suisse pour lui servir de camouflage, pose des micros dans les manèges de Berne pour écouter les conversations. Sa zone d'action s'étend progressivement jusqu'en Bavière et en Bade<sup>124</sup>. Esmiol s'infiltre courageusement dans un réseau allemand qui engage des saboteurs pour la France. C'est à partir de Suisse que Ladoux organise plusieurs sabotages ferroviaires en Allemagne ; dans le même temps, il se sert sans vergogne de la valise diplomatique pour assurer l'acheminement des ordres secrets en pays ennemi, ou celui des renseignements jusqu'à Paris.

La bataille titanique que les Français et les Allemands se livrent à Verdun, mais aussi la transformation du conflit en guerre d'usure donnent plus d'acuité aux synthèses des presses suisses et germano-autrichiennes émises par le BREPE, le bureau de presse de Berne et celui de Réchézy, officines qui rivalisent d'ingéniosité pour se procurer un maximum de titres.

Bref, une année d'intenses gesticulations côté français, ce qui n'est pas sans provoquer des réactions de la part des autorités fédérales ou des Allemands, ces derniers améliorant notamment les performances de la ligne électrifiée séparant la Suisse et l'Alsace<sup>125</sup>. Le 24 juin 1916, le chef de l'EMG se voit remettre un rapport sur la « protection des secrets militaires et la censure », tandis que le 9 décembre, c'est le chef du SR helvétique qui signe un rapport sur « l'espionnage français en Suisse ». Il ne faut pas oublier que, ce qui facilite cette réaction des autorités helvétiques, c'est le fait que les réseaux antagonistes se dénoncent à tour de rôle... C'est ainsi qu'en septembre, le colonel Pageot doit être remplacé par le général Morier, ex-attaché à Berne en 1907. C'est également sur dénonciation qu'à la mi-octobre un réseau français est démantelé par la police genevoise. Quant à Andlauer, il se plaint de la police bâloise qu'il taxe de « germanophilie ».

Mais la police ne fait que son travail et le SR français bénéficie aussi de certaines sympathies sur le territoire suisse. La SCR lit notamment les courriers de la légation allemande de Berne grâce à des complicités à la

Poste centrale. Pageot laisse d'ailleurs à Morier un mémorandum énumérant les sympathisants à la cause française dans le pays. Début octobre 1916, le lieutenant-colonel Fonjallaz du 8<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie suisse se rend à Belfort pour offrir spontanément ses services à Andlauer.

L'année 1917 est une année difficile pour la France et son SR doit s'adapter à de nouveaux enjeux. Las pour ce dernier, le Conseil fédéral commence par promulguer une ordonnance relative à la protection des secrets militaires.

En février, les 2<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> bureaux de l'EMA fusionnent, ce qui va entraîner plusieurs ajustements successifs : en juillet par exemple, une note de la SCR portant sur l'espionnage et le contre-espionnage en Suisse. En juillet puis en septembre, deux réunions sont organisées au 2<sup>e</sup> bureau qui rassemblent Morier et Gourguen d'Annemasse, le premier exigeant de chapeauter depuis Berne toutes les opérations secrètes montées en Suisse. L'attaché obtiendra finalement gain de cause, hormis pour le contre-espionnage « offensif », laissé à la discrétion de Desvernine qui excelle dans ce domaine.

Avec ces remaniements, les postes de Pontarlier, d'Évian et d'Annemasse ne sont plus simplement des observatoires ou des lieux d'interrogatoire de réfugiés : ils servent de relais logistiques aux espions. De son côté, Belfort – duquel dépendent tous les agents qui partent en mission en Allemagne – s'initie à la guerre bactériologique contre le cheptel ennemi<sup>126</sup>.

Esmiol empêche de l'argent allemand pour effectuer des sabotages en France. Il le remet à la SCR, ainsi que les engins explosifs qu'on lui a donnés. Pour berner ses commanditaires, il fait confectionner à Annemasse de fausses coupures de presse relatant des incendies (tout autant imaginaires que dévastateurs) dans les usines de guerre de la région parisienne.

L'échec de Nivelle sur le Chemin des Dames, puis le développement du découragement dans l'armée française incitent le SR allemand à organiser des opérations de corruption de la presse parisienne depuis la Suisse... Ce danger renforce encore « *l'espionnite* » en France, entretenue depuis 1914 par *L'Action française* de Léon Daudet.

Pensant peut-être laver l'affront militaire par la réalisation d'un coup d'éclat, le comte Mougeot improvise une opération de sabotage en Bade. Elle échoue lamentablement et celui-ci doit se réfugier en France pour échapper à l'arrestation par la police suisse. Globalement, l'été 1917 est celui de tous les dangers pour le SR français qui voit nombre de ses réseaux dénoncés aux autorités helvétiques.

Fort heureusement, les complicités dont il bénéficie en Suisse ne se démentent pas. Quant à Esmiol, il permet l'arrestation d'un agent ennemi en le persuadant de franchir la frontière française. Pour vider les caisses du SR allemand, l'imaginatif Ladoux copie « l'escroquerie au sabotage » inventée par Esmiol. C'est ainsi qu'avec de fausses coupures de journaux, remises à l'un de ses agents infiltrés en Suisse, le chef de la SCR transfor-

méra bientôt l'accident de Saint-Michel-de-Maurienne en un « dynamitage ferroviaire » réussi...

Mi-novembre, l'arrivée au pouvoir de Clemenceau marque un réel tournant dans la guerre secrète qui fait rage en Suisse. La volonté du *Tigre* est de faire traduire devant un Conseil de guerre le ministre de l'Intérieur Jean-Louis Malvy et l'ex-président du Conseil Joseph Caillaux pour « défaitisme », voire « intelligence avec l'ennemi »<sup>127</sup>. Dès lors, le capitaine Pierre Bouchardon – magistrat-instructeur près le 3<sup>e</sup> Conseil de Guerre de Paris – stimule les enquêtes d'Annemasse pour alimenter un dossier à charge contre les deux politiciens (mais aussi contre l'escroc Paul Bolo et les journalistes du *Bonnet Rouge* qu'on aimerait bien relier les uns aux autres par quelque affaire douteuse)<sup>128</sup>. Morier – qui est taxé par Clemenceau « de ne pas assez se démener » dans ce domaine – est relevé par Pageot.

Toujours avec le même objectif, *Le Tigre* missionne à Genève un aventurier nommé Georges Casella pour qu'il y crée un « SR politique ». Cet individu interlope rend compte d'innombrables pistes sur lesquelles la justice militaire doit enquêter, si bien que le 22 décembre 1917, Clemenceau parvient à faire voter la levée de l'immunité parlementaire de Caillaux.

Pour autant que 1918 soit la dernière année de la Grande Guerre, les protagonistes n'en prendront réellement conscience qu'à l'automne. Ceci explique l'appréhension de la guerre du renseignement qui se déroule jusqu'à l'armistice et les différentes réformes qui concernent encore les services français travaillant à la frontière ou sur le territoire suisse.

Avec l'aval de Clemenceau, Pageot décide de réorganiser ceux qui officient en Suisse, comme il renforce l'équipe de Fabiani. Fin janvier, c'est Andlauer qui crée une commission de contrôle postal à Divonne-les-Bains. De son côté, Esmiol se montre très entreprenant, puisqu'il organise l'enlèvement d'un agent allemand en Suisse avec l'aide de Desvernine. Bucher est quant à lui missionné comme conseiller auprès du nouvel ambassadeur de France Dutasta ; il profite évidemment de ses allers-et-retours en Suisse pour rapporter chaque fois une moisson de renseignements à Andlauer.

Mais les agissements des services secrets étrangers insupportent le Département politique ; le 28 février, ce dernier dénonce le fait que « toutes » les représentations diplomatiques camouflent des espions en les faisant passer pour des personnels d'ambassade. S'ensuit une série de « coups durs » pour le SR français : en avril, son organisation en Suisse est communiquée anonymement à l'État-major Général. En mai, c'est l'ex-réseau Mougeot qui est dénoncé pour la seconde fois : 21 de ces membres seront jugés<sup>129</sup>. Le 23 septembre enfin, les autorités fédérales interdisent l'accès du territoire suisse aux commissaires spéciaux français, plusieurs affaires ayant montré qu'ils y pratiquaient l'espionnage « actif ».

Sur le plan stratégique, le défi de cette année 1918 sera, pour les SR français, de déterminer les axes d'effort, mais aussi les dates de déclenche-

ment des offensives préparées sur le front Ouest par Ludendorff. Depuis la Suisse, un agent parvient à découvrir celle qui est prévue en mai. Hélas, son contact qui doit transmettre le renseignement (il s'agit d'une Suissesse mariée à un mobilisé) ne peut se rendre à la frontière, son mari étant revenu au foyer passer ses permissions. L'offensive de juillet sera annoncée à temps, grâce au recouplement d'informations recueillies en Suisse par Belfort et Annemasse<sup>130</sup>.

Deuxième fait stratégique marquant, la contre-offensive alliée du mois d'août, dont les résultats positifs influencent grandement le travail des SR français sur le théâtre helvétique. D'une part, le nombre de citoyens suisses confiants dans la victoire finale de l'Entente augmente (ce qui provoque un afflux d'informateurs-volontaires au sein des services français, y compris en Suisse alémanique). D'autre part, l'effondrement de l'armée allemande entraîne son repli (suivi attentivement grâce aux informations circulant en Suisse), ainsi que l'organisation d'une série de sabotages ferroviaires en Allemagne (organisés conjointement depuis Bâle et La Haye).

Cette dernière année de guerre est enfin et surtout caractérisée par l'acharnement des contre-espions français à trouver en Suisse des preuves à charge contre Caillaux, arrêté sur ordre de Clemenceau le 14 janvier. En effet, depuis la fin de 1917, le dossier à charge est resté désespérément vide... Pageot, les SR d'Annemasse et de Belfort, l'agent spécial Casella (et même Fabiani) consacrent énormément de temps à vérifier des témoignages plus ou moins crédibles, lesquels s'avéreront finalement tous faux, soit qu'ils proviennent d'agents allemands espérant provoquer un scandale politique en France, soit qu'ils émanent d'escrocs tentant de monnayer à prix d'or leurs allégations mensongères.

C'est en vain qu'on tente aussi de relier Caillaux à Bolo (qui finit fusillé le 17 avril), comme à d'autres personnalités, suspectées d'être stipendiées par l'ennemi pour promouvoir le défaitisme en France... <sup>131</sup>. Caillaux sera finalement traduit devant la Haute-Cour de justice pour « complot contre la sûreté de l'État », puis plus tard acquitté (tout comme le sera aussi Malvy !)<sup>132</sup>.

### L'action du renseignement français en Suisse pendant le conflit: quel bilan ?

Il est utile d'affirmer que pendant la Grande Guerre, l'objectif des SR français n'aura pas été de « percer les secrets militaires suisses ». À dire vrai, il y en avait fort peu, le Conseil fédéral aimant à montrer que son armée de campagne était moderne, bien entraînée et qu'elle pouvait s'appuyer sur des fortifications puissantes pour dissuader tout agresseur. Et ce qui pouvait éventuellement faire défaut au 2<sup>e</sup> bureau, son SR se l'était approprié de longue date<sup>133</sup>.

Nous avons bien du mal, encore aujourd’hui, à estimer le nombre d’agents secrets opérant pour le compte de la France en Suisse entre 1914 et 1918. Certes, le chef du SR allemand a déclaré dans ses mémoires que, de tous les agents au service de la France, 6 % étaient de nationalité suisse et que le SR français avait perdu 145 agents (de toute nationalité) en territoire suisse (du fait de ses propres services ou de la police helvétique). Mais ces affirmations soulèvent une double interrogation : d’une part, nous ne savons pas si ces chiffres sont fondés ; d’autre part, ils ne donnent pas le nombre d’agents qui travaillaient pour la France en Suisse... Combien maintenant « d’informateurs à la petite semaine » ? Sans doute étaient-ils plusieurs centaines à servir la cause française à des degrés divers, bénévolement ou non...<sup>134</sup>.

Intéressons-nous à présent à la qualité des espions du SR ou de la SCR, missionnés sur le théâtre suisse. Pour autant que ce dernier ait été fondamental pour les services de renseignements français, il ne faudrait pas s’imaginer que ceux qui y furent envoyés étaient « les mieux formés » ou « les plus capables ». Ils n’étaient pas meilleurs que ceux en partance pour la Hollande ou l’Espagne, autres pays neutres. C’est vrai, certains individus se sont illustrés en Suisse ; mais ce fut souvent parce qu’ils surent faire preuve d’esprit d’à-propos<sup>135</sup> et qu’ils purent bénéficier de la complicité de nombreux Suisses francophiles, à Genève, Lausanne et Bâle. Cette aide, souvent désintéressée (avantage de taille pour un SR pauvre), ils purent l’obtenir dans toutes les classes de la société helvétique parce que, dès le début de la guerre – avec la violation de la neutralité belge par les armées du Kaiser, puis avec les violences faites aux civils et aux biens – la France, *Marianne casquée*, y incarnait la défense du Droit et de la Civilisation<sup>136</sup>.

Lorsque la guerre s’achève, Annemasse et Belfort sont devenus si performants en matière de contre-espionnage qu’aucun agent allemand (ou travaillant pour l’Allemagne) ne peut plus pénétrer en France sans être préalablement identifié en Suisse. On choisit d’ailleurs très souvent de le mettre directement « hors d’état de nuire » sur le territoire de la Confédération<sup>137</sup>.

Pour ce qui est du recueil de renseignements militaires en revanche, l’efficacité des réseaux français est moins évidente. En cause, la multiplicité des officines qui, dépendant soit de l’EMA soit du GQG, s’ignorent entre-elles, rivalisent parfois, émettent des rapports trop souvent contradictoires qui laissent le haut commandement dubitatif... Par ailleurs, en raison de leur frénésie, ces réseaux éveillent le contre-espionnage suisse et provoquent la colère des autorités fédérales. Mais ce qui dispersa vraiment les efforts des services secrets français (espionnage et contre-espionnage confondus), ce furent les enquêtes de nature politique qu’ils durent entreprendre, dès la fin 1917, sur ordre du tandem Clemenceau-Mandel.

Pour ce qui concerne les synthèses de presse, établies par le BREPE ou l’annexe de Réchézy, ce que nous pouvons affirmer, c’est que jamais elles

ne provoquèrent la prise d'une décision de portée stratégique par le haut commandement. Les rares informations militaires qu'elles rapportaient étaient de toute manière périmées et donc inutilisables. Ces synthèses permettaient néanmoins aux décideurs politiques et militaires de conforter certaines de leurs opinions, les aidant ainsi à mieux organiser et conduire la guerre. Vers la fin du conflit, celles produites par Réchézy furent d'ailleurs très précieuses pour suivre l'effondrement du moral allemand<sup>138</sup>.

Pour autant, et de manière générale, il fallait se méfier du contenu des journaux suisses ou allemands, car c'était très souvent par voie de presse que les opérations de désinformation ou de déception étaient lancées par Berlin. On ne pouvait pas plus se fier aux communiqués officiels ennemis repris dans les journaux, étant entendu que leur contenu s'apparentait plus à de la propagande qu'à de l'information (information d'ailleurs muselée par la censure officielle, elle-même contrôlée par les SR du Grand État-major allemand)<sup>139</sup>. Ceci explique qu'il fallait des lecteurs très attentifs – germanistes chevronnés et grands connaisseurs de la mentalité allemande – qui soient capables de « séparer le bon grain de l'ivraie » afin de rédiger leurs synthèses. Aux décideurs de croiser ensuite leur production avec les informations fournies par d'autres sources pour tenter, *in fine*, de se faire une idée objective de la situation.

<sup>101</sup> Livre publié à Paris aux éditions Connaissances et Savoirs (trois tomes), 2017. Sauf mentions contraires, les informations contenues dans cette communication en sont extraites.

<sup>102</sup> Lahaie, Olivier (capitaine), « La France et l'Allemagne face au principe de neutralité suisse de 1871 à 1918 », *Revue historique des Armées* n° 233, Vincennes-SHD (4<sup>e</sup> trimestre 2003).

<sup>103</sup> Sawicki, Gérald, « À la frontière des deux Lorraine : les services de renseignements français et allemands à la veille de la Première Guerre mondiale », in : actes de la journée d'études « Renseignement et avant-guerre de 1914 en Grande Région » de l'Université de Nancy (19 février 2015).

<sup>104</sup> Service historique de la Défense (France-château de Vincennes), archives du ministère de la Guerre (ci-après SHD/GR) 7 N 1592 : « Notices sur le Haut commandement suisse », adressées par l'attaché militaire de Berne au 2<sup>e</sup> bureau de l'EMA (1914-1918).

<sup>105</sup> Lahaie, Olivier (lieutenant-colonel), « Dire pour nuire. Été 1914, les prémisses de la propagande de guerre en France », dossier « Dire », *Inflexions*, n°39 (septembre 2018).

<sup>106</sup> Arboit, Gérald, « Desvernine, simple flic ? L'histoire d'un contre-espion français méconnu », sur le site du Centre français de recherche sur le renseignement, [www.cf2r.org](http://www.cf2r.org) (consulté le 28 mars 2013).

<sup>107</sup> Fabiani, Charles, *L'Homme au ruban rouge (Der Mann mit dem Roten Band)*, Neuilly-sur-Seine, S.I.P.E., 1949.

<sup>108</sup> Esmiol, Paul, « Le contre-espionnage français à Genève 1914-1918 », 1<sup>re</sup> partie, sur le site [www.aassdn.org](http://www.aassdn.org) (pour « Association des Anciens des Services Spéciaux de la Défense Nationale »), consulté le 10/11/2008.

<sup>109</sup> Ce poste possédait une annexe à Delle, ville frontière sur la ligne ferroviaire Belfort-Bâle. Voir SHD/GR 1 K 173 : « Papiers Andlauer ; causerie sur le service de renseignements, le S.R. de Belfort », conférence faite à l'EMA (7 février 1925). Consulter également Dupont, Charles (général), *Mémoires du chef des services secrets de la Grande Guerre*, introduction et annotations d'Olivier Lahaie, Paris, Histoire et Collections, 2014, et enfin Nicolaï, Walter (colonel), *Forces secrètes*, Paris, Nouvelle revue critique, 1932.

<sup>110</sup> Archives Fédérales de Berne E27, carton n°10049 : « *Der französische Spionagedienst* » (février 1914) et n°10086 : « *Espionnage de l'Entente en Suisse (Bureau 7)* » (S.D.).

<sup>111</sup> SHD/GR 7 NN 2867, dossier n°1 : « *Espionnage allemand en Suisse* », EMA/2-SR (S.D.) et Labarre, Louis, *L'espionnage boche en Suisse*, « Collection Patrie », Paris, F. Rouff éditeur, 1919.

<sup>112</sup> Loth, Gisèle, *Un Rêve de France. Pierre Bucher, Une passion française au cœur de L'Alsace allemande (1869-1921)*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 2000.

<sup>113</sup> Ladoux, Georges (commandant), *La guerre secrète en Alsace*, Paris, Éditions du Masque, 1934.

<sup>114</sup> Pour la législation en vigueur à cette époque, voir Thilo, Émile, *La répression de l'espionnage en Suisse ; étude systématique des jugements rendus par la Cour pénale fédérale en 1916 et 1917*, Lausanne, F. Haeschel-Dufey, 1917 et, du même auteur, *La répression de l'espionnage en Suisse ; suite de l'étude des jugements rendus par la Cour pénale fédérale et exposé de la jurisprudence concernant le recours en cassation*, Lausanne, F. Haeschel-Dufey, 1918.

- <sup>115</sup> Dubail, André, « Les relations frontalières entre le Jura bernois et les pays belligérants dans le secteur des trois frontières (1914-1918) », in : actes du colloque franco-suisse du 22 octobre 2011 à Lucelle, *Des deux côtés de la frontière : le Jura bernois, les régions françaises et alsaciennes avoisinantes pendant la Première Guerre mondiale*, publications du Centre européen de rencontres et de la Société jurassienne des officiers.
- <sup>116</sup> Lahaie, Olivier (chef d'escadron), *Renseignement et services de renseignements en France pendant la Grande Guerre ; évolutions et adaptations*, thèse sous la direction de G.-H. Soutou, Paris IV, 2006.
- <sup>117</sup> Ladoux se fera connaître dans les années trente en écrivant une série de livres censés relater « ses » souvenirs de guerre secrète. Il convient de manier ces productions avec prudence en croisant les informations qui s'y trouvent avec celles figurant dans les archives du SHD.
- <sup>118</sup> Pour l'organisation du contre-espionnage en France, voir Warusfel, Bertrand, « Histoire de l'organisation du contre-espionnage français entre 1871 et 1945 », *Cahiers du CEHD*, n° 1 sur « *L'histoire du renseignement* », Paris, ADDIM (1996).
- <sup>119</sup> SHD/GR 5 N 131-3, pièce 8 : « Éléments biographiques manuscrits sur J.-J. Waltz dit Hansi » (S.D.). Voir aussi Hansi et Tonnelat, Ernest, À travers les lignes ennemis ; trois années d'offensive contre le moral allemand, Paris, Payot, 1922.
- <sup>120</sup> Ladoux, G. (CDT), *Les chasseurs d'espions ; comment j'ai fait arrêter Mata Hari*, Paris, Librairie des Champs-Elysées, 1932.
- <sup>121</sup> Nicolaï, W. (COL), *op. cit.*
- <sup>122</sup> Voir Lahaie, O. (lieutenant-colonel), « La coopération en matière de renseignement pendant la Grande Guerre ; l'exemple du Bureau intégral de renseignement », in : actes du colloque « L'Européen et la guerre » organisé par les Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan, Paris, PUF (2013).
- <sup>123</sup> SHD/GR 7 NN 3118, dossier n°24 : « Dossier relatif à Charles Fabiani, ancien avocat au Barreau de Paris ; publiciste demeurant à Lausanne (avril 1920-avril 1933) ».
- <sup>124</sup> Boucard, Robert, *Les dessous de l'espionnage allemand, des documents, des faits*, Paris, Éditions documentaires, 1931 et Kauffer, Rémy et Faligot, Roger, *Histoire mondiale du renseignement*, t.1 : 1870-1939, Paris, Robert Laffont, 1993.
- <sup>125</sup> Hesse (général de brigade), « L'espionnage pratiqué par la population alsacienne », in : Collectif, *L'espionnage et le contre-espionnage pendant la guerre mondiale d'après les archives militaires du Reich*, t. 2, Paris, Payot, 1934.
- <sup>126</sup> SHD/GR 1 K 173 : « Papiers Andlauer ; causerie sur le service de renseignements... », *op. cit.*
- <sup>127</sup> Voir Malvy, Jean-Louis, *Mon crime*, Paris, Flammarion, 1931 et Caillaux, Joseph, *Mes prisons*, Paris, Éditions de la Sirène, 1920.
- <sup>128</sup> Bouchardon, Pierre, *Souvenirs*, Paris, Albin Michel, 1953.
- <sup>129</sup> Kauffer, R., et Faligot, R., *op. cit.*
- <sup>130</sup> Extraits des souvenirs inédits du général de Cointet, « Le service des renseignements au GQG français, du 13 juin au 15 juillet 1918 », *Revue historique des Armées* (1968-4).
- <sup>131</sup> Voir notamment Humbert, Charles, *Chacun son tour*, Paris, Société anonyme d'édition, 1925.
- <sup>132</sup> Archives de la Préfecture de police de Paris, série Ba, carton n°2130 : « *Dossier Malvy. Compte-rendu des audiences du procès en Haute Cour* » (1919-1920).
- <sup>133</sup> Pour le détail, se reporter à Lahaie, O. *La guerre secrète en Suisse (1914-1918)*, t.1, *op. cit.*
- <sup>134</sup> Voir Vuilleumier, Christophe, [http://www.hebdo.ch/les-blogs/vuilleumier-christophe-les-paradigmes-du-temps/« document-exceptionnel »-les-300-espions](http://www.hebdo.ch/les-blogs/vuilleumier-christophe-les-paradigmes-du-temps/) (consulté en mars 2015).
- <sup>135</sup> Le fameux « *Système D* » (« D » pour débrouillardise), dont les Français sont si fiers...
- <sup>136</sup> Voir les articles du colonel Édouard Secretan dans la *Gazette de Lausanne*, ou encore Feyler, Fernand (colonel), *La crise politique suisse pendant la guerre*, Lausanne, Payot, 1916.
- <sup>137</sup> Fabiani, C. et Esmiol, P., *op. cit.*
- <sup>138</sup> Hallays, André, *L'opinion allemande pendant la guerre*, Paris, Librairie académique Perrin, 1919 et Loth, G., *op. cit.*
- <sup>139</sup> Nicolaï, Walter (COL), *Nachrichtendienst, Presse und Volkstimmung im Weltkrieg*, Berlin, E.S. Mittler, 1920 et Pöhlmann, Markus, « Le renseignement allemand en guerre : structures et opérations » (traduction d'Olivier Lahaie), *Guerres mondiales et conflits contemporains*, dossier « *Renseignement et espionnage en 1914-1918* » n° 232, Paris, PUF (2008).